

**Sous le haut patronage de Son Excellence Mehdi JOMAA,
Chef du Gouvernement de la République Tunisienne
ICT 4 ALL 2014
Hammamet – Tunisie, 22-25 septembre
RAPPORT GENERAL**

A l'invitation du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication et sous le Haut Patronage de Son Excellence Mr. Mehdi JOMAA, Chef du Gouvernement de la République Tunisienne, le Forum ICT4ALL 2014 s'est tenu à Hammamet – Tunisie, du 22 au 25 Septembre 2014.

La France était le pays invité d'honneur de l'édition 2014 du Forum.

ICT4ALL 2014 a été organisé en partenariat avec :

- La Commission de l'Union Africaine,
- La ligue des états Arabes
- L'union Internationale des Télécommunications
- L'UNESCO
- La CNUCED
- La CEA
- L'ESCWA
- L'UTICA

2 210 participants ont pris part à ce forum, venant des secteurs public et privé et de la société civile dont :

- Des participants de **39** Pays, avec **25** délégations gouvernementales
- Les représentants de **10** organisations régionales et internationales,
- **100** journalistes,
- **50** experts conférenciers.

Cette édition de l'ICT4ALL a consisté en :

- **24** évènements parallèles
- **Une Exposition**, qui a compté **70** exposants (Opérateurs, équipementiers, éditeurs de logiciels, SSII, entreprises publiques et privées d'appui du secteur des TIC, pépinières d'entreprises, etc.
- **Et 3 sessions thématiques**

Monsieur Mahdi Jomaa, Chef du Gouvernement tunisien, a prononcé un mot enregistré à l'ouverture des travaux du Forum dans lequel il a souhaité la bienvenue à tous les participants, Tunisiens et étrangers, et particulièrement le pays invité d'honneur, la France en la personne de Mme Axelle Lemaire, Secrétaire d'état au Numérique. Il a ensuite souligné l'importance de cet évènement qui s'inscrit dans le cadre des efforts du pays pour atteindre un développement conséquent de l'économie numérique, du gouvernement électronique et de tous les autres aspects de la société de l'information.

Il a conclu en estimant que la révolution numérique représente un espoir et de nouvelles opportunités pour les jeunes.

A la session d'ouverture, Mr Bilel Jammoussi a prononcé le mot de bienvenue. Ensuite, ont pris la parole :

- Mr Hichem Elloumi, 1^{er} vice président de l'UTICA
- Mme Eileen Murray, Représentante résidente de la Banque Mondiale à Tunis
- Mme Anne Miroux, Directeur à la CNUCED
- Mr Brahim Sanou, Dir du Bureau de Développement, Représentant de Mr Hamadoun Touré, Secrétaire Général de l'UIT
- Mme Axelle Lemaire, Sec. d'Etat au Numérique, Chef de la délégation de la France, Pays Invité d'honneur,

Le Discours d'ouverture a été prononcé par Monsieur Taoufik Jlassi, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication et Président de l'ICT4ALL 2014.

Les 3 Sessions thématiques de ce forum ont concernées l'**Economie Numérique**, le **E-Government** et le **Suivi du Sommet Mondial sur La Société de l'Information**.

Une équipe de rapporteurs a suivi les 5 panels des 3 sessions durant les 2 jours du forum et a préparé les rapports des sessions avec l'aide de 6 étudiants de Sup'Com qui ont montré un dévouement et un engagement exemplaire.

Session 1 : Economie Numérique (Rapporteur : Mme Sihem Gmara)

Il est indéniable que le large bande, et le développement de l'Internet, pour n'en citer qu'eux, constituent des vecteurs clés pour le développement économique et ont un impact sur la croissance du PIB d'un pays.

En effet, ils peuvent contribuer à :

- La création d'emplois des exclus de la prospérité (jeunes, femmes,...)
- La promotion et diversification de l'exportation et de la base d'échanges
- La croissance du travail à domicile

A titre d'exemple, l'Allemagne prévoit d'ici l'an 2020 la génération d'un million d'emplois en ligne.

Trois piliers sont identifiés pour favoriser l'essor de l'économie numérique :

- La connectivité,
- L'innovation,
- La transformation de la société (éducation, divertissement,...), ouverture aux nouvelles perspectives technologiques, sachant que les principaux consommateurs de demain sont les natifs digitaux.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'état des lieux en rapport avec l'économie Numérique de part le monde ?

D'abord, un constat s'impose: il existe un gap numérique important entre régions en termes de connectivité, de la qualité des liens, de la bande passante,....

Par ailleurs, l'avènement des smartphones a permis:

- Une hyper connectivité côté consommateurs
- Plus d'applications que dans les ordinateurs

- De grands bouleversements par l'arrivée massive des smartphones, internet des objets, les clouds.
- Un besoin massif de connectivité.
- U besoin de backbone terrestre et de réseaux maillés au-delà des câbles sous-marins.

Qu'en est-il particulièrement du cas de la Tunisie ?

Au cours des années 1990-2000: des étapes importantes ont été franchies en termes d'infrastructure et d'ouverture. Une certaine décélération a été observée par la suite. Aujourd'hui, les TICs contribuent à concurrence de 7% au PIB National.

Plusieurs axes stratégiques sont proposés pour un meilleur essor de l'économie numérique :

- l'infrastructure (on est très loin),
- grands projets de haut débit et très haut débit,
- e-gov (6 projets conçus),
- E-business
- e-santé,
- e-tourisme,
- e-education,
- e-culture),
- l'usage et l'innovation

Tous ces axes (qui se déclinent sous 40 projets actuellement en cours) doivent générer au moins certaines réalisations.

Quelques dangers sont à regarder de près :

- Ignorance du nouvel environnement mondial: dominé par Google, le Cloud, ...
- Retard dans les e-services (réservations et le paiement en ligne,...).
- Retard dans la connectivité
- Inégalité territoriale

Des projets prometteurs sont en cours :

- Smart Tunisia (modernisation de l'administration (promotion des e-services), entrepreneuriat et TIC.
- Lancement du plan national stratégique 'Tunisie Digitale'

Interpellations

- L'enseignement des TIC à revoir et à introduire dès le jeune âge
- La part à accorder à l'éthique face à la déferlante nommée TIC
- Les TICs au secours des personnes à capacité réduite (et retour d'ascenseur)

Recommandations

Au niveau de l'infrastructure:

- Libérer toujours plus de spectre, utiliser des technologies plus économes, faciliter l'implantation

- Travailler sur l'amélioration de la connectivité
- Envisager d'autres modèles
- Travailler sur le contenu

Au niveau international:

- Appels aux investisseurs (France, pays invité d'honneur de l'ICT4all)
- La Tunisie : HUB entre l'Europe, l'Afrique et le moyen orient

Au niveau politique:

- Offrir des services gouvernementaux
- Accélérer la transition vers le numérique
- Encourager le PPP (attirer l'investissement privé, réduire les contraintes sur les services à offrir....). Etat : régulateur
- Les TICs doivent faire partie de tous les secteurs et tous les secteurs doivent avoir leur mot à dire
- Promouvoir la compétitivité et l'exportation
- Moderniser l'administration

Session 2 : E-Government (Rapporteur : Mr Sofiane Hmissi)

Panel 1 : le eGov catalyseur du gouvernement moderne ouvert, interactif et orienté citoyen.

En mettant en évidence l'importance majeure d'une stratégie eGov claire et cohérente favorisant la mise en œuvre d'une gouvernance publique moderne orientée citoyen, les panelistes ont mis l'accent sur la nécessité de la mise en place des organisations de pilotage adéquates tenant compte des spécificités de chaque pays.

Les panelistes ont été unanimes sur le rôle et la responsabilité des gouvernements dans le pilotage de la mise en œuvre des stratégies et des programmes eGov en vue d'assurer une bonne coordination et une synergie entre les différents acteurs et partenaires.

En matière de bonnes pratiques et de facteurs de succès des stratégies eGov, les panelistes ont convenu de considérer les volets suivants :

- Une bonne planification garantissant l'adéquation entre les objectifs des gouvernements, les attentes des citoyens et des capacités de réalisation,
- L'établissement d'un environnement de confiance globale et de transparence entre les différents acteurs et partenaires,
- L'implication effective du secteur privé et de société civile dans les différentes phases de l'implémentation des stratégies,
- Une politique claire en matière de collecte, gestion, ouverture et partage des données publiques,
- La mise en place de mécanismes efficaces d'évaluation, de mesure et de contrôle,
- Un encouragement à l'innovation notamment en matière de mécanisme de mise en œuvre, des choix technologiques et des mécanismes de financement,

- La prise en considération des enjeux des nouvelles tendances technologiques notamment : Big Data, cloud computing, infrastructures unifiées, réseaux sociaux, technologies mobiles, signature électronique, etc,
- L'indépendance technologique et la considération des normes et des standards ouverts et la mise en oeuvre des cadres adéquats d'interopérabilité entre les systèmes d'information,

Dans le même contexte, les panelistes ont insisté sur l'importance et la nécessité d'innovation et créativité en matière de choix d'un modèle de financement adéquat garantissant la durabilité des projets et programmes eGov et l'établissement d'une relation gagnant-gagnant entre les différents acteurs et partenaires.

Panel 2 : Expériences réussies

Partant des objectifs généraux des stratégies eGov en matière d'orientation citoyen et entreprises, ce panel a été consacré à la présentation d'expériences réussies en relation avec la mise en œuvre des projets et des programmes eGov.

Ont été exposées :

- L'expérience et les réalisations accomplies par la république démocratique de Congo dans le domaine de la modernisation des services postaux et de déploiement des infrastructures modernes de communication et de transmission de données,
- Les principaux volets marquant l'index de développement de l'eGov de l'UNDESA et notamment le dernier rapport de 2014,
- La stratégie eGov du Bahrain : les étapes sa mise et œuvre et les principales réussites et les success story enregistrées notamment en terme d'impact social et économique et d'établissement de partenariat fructueux avec le secteur privés et organismes internationaux,
- Les expériences de l'Estonie en matière de votes en ligne ainsi que l'implémentation et la gestion sécurisée de l'identité numérique,
- L'approche coréenne en matière d'élaboration et d'implémentation des stratégies eGov globales,
- L'expérience tunisienne pour la mise en place d'un système national des achats publics en ligne (e-Procurement) et son impact économique et sa contribution pour la transformation de la relation de l'administration avec son environnement.

Durant les différentes présentations les panelistes ont mis l'accent sur les différents facteurs de succès des programmes eGov notamment l'engagement politique des gouvernements et la cohérence des stratégies et des visions.

Session 3 : Suivi du SMSI (Rapporteur : Mr Ridha Guellouz)

Les panelistes et l'auditoire ont pris connaissance de l'avancement des travaux de la CSTD dans le cadre de l'évaluation des 10 années d'action du processus du SMSI et du processus devant conduire à l'évaluation finale devant être réalisées par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les participants ont été informés des activités des événements de haut niveau qui ont avalisé la vision du SMSI au-delà de 2015.

Les panelistes ont examiné l'ensemble de questions liées au processus général du SMSI ainsi qu'aux perspectives immédiates et futures de ce processus tant au niveau de l'évaluation des résultats que de la projection dans l'après 2015.

D'une façon particulière, les panelistes ont traité de la situation régionale en Afrique et dans le Monde Arabe, du point de vue des réalisations acquises ainsi que des questions en suspens et des nouveaux défis à engager dans l'après 2015.

La question structurante de l'approche du SMSI, c'est-à-dire l'Inclusion, a fait l'objet d'un débat et a mené à la nécessité d'élaboration d'une vision post 2015 plus focalisée sur l'inclusion.

Dans ce cadre les panelistes considèrent que les questions restées en suspens, à l'issue de NetMundial (Mars 2014) et de l'Evènement de Haut Niveau de l'UIT (Juin 2014) doivent être portés à l'attention de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les panelistes ont pris note des conclusions des travaux de l'évènement parallèle organisé par l'ATTIC sur la question du suivi SMSI.

En conclusions, les panelistes lancent un appel solennel afin que la prochaine Assemblée générale des Nations Unies qui devra débattre du processus du SMSI après 2015 puisse valider les dynamiques régionales de mise en œuvre des recommandations du SMSI comme socle des activités post 2015.

A cette fin, un mandat précis pourrait être donné par l'Assemblée Générale aux Commissions Economiques Régionales pour que celles-ci organisent des réunions régionales, particulièrement au niveau Arabe et Africain, afin de :

- Discuter des résultats de la revue finale du SMSI
- Elaborer les visions régionales de l'après 2015 et de veiller à leur intégration dans les Objectifs de Développement.

Le Rapporteur Général de ICT4ALL 2014

Tijani BEN JEMAA